



**Communiqué de Mohamed LAQHILA, député MODEM des Bouches-du-Rhône,  
Rapporteur spécial du budget « cohésion des territoires ».**

## **Quartiers, villes et villages en difficultés... il est urgent d'agir !**

Depuis 40 ans la politique de la ville et des territoires a mobilisé des milliards d'euros de crédits pour réduire la fracture territoriale.

### 1/ Une France divisée et une cohésion sociale menacée

Force est de constater que les problèmes persistent et qu'ils s'aggravent même à certains endroits. Malgré la réussite de quelques opérations de rénovation urbaine, les indicateurs sont au rouge, les statistiques socio-économiques demeurent alarmantes et le risque d'un bouleversement identique aux émeutes de 2005 est élevé. En milieu rural et dans certaines villes moyennes, le sentiment d'abandon est réel et la fracture numérique vient accentuer l'absence d'emplois, de transports et de services publics notamment de santé.

*Il n'est pas question de dresser un tableau noir de notre pays mais bien de redonner de l'espoir aux citoyens en évitant d'arroser là où l'herbe est déjà bien verte et en proposant de nouvelles solutions pour nos territoires.*

### 2/ Eteindre le feu et voir plus loin !

La loi de finances pour 2018 prévoit de reconduire un budget spécifique en faveur des quartiers et des campagnes mais le saupoudrage habituel ne suffira pas à enrayer la multitude de difficultés accumulées. Il est temps de donner un nouveau souffle à la politique de la ville et à l'aménagement du territoire en ciblant davantage les interventions de l'Etat et en adoptant une vision à long terme.

- L'Etat doit immédiatement s'engager sur les 50 quartiers les plus en difficultés pour concentrer et renforcer son action, éteindre le feu, envoyer un signal fort à leurs habitants et obtenir des résultats visibles rapides.
- Parallèlement, il est impératif de responsabiliser à nouveau les administrations en cessant de créer des crédits spécifiques, aléatoires et dérogoires au droit commun en identifiant des budgets constants alloués à la politique de la ville et des territoires au sein même de chaque ministère.

Les finances publiques contraintes imposent également de trouver d'autres moyens d'investissements publics. Regrouper les communes, supprimer les départements et réduire encore le nombre de régions permettrait non seulement de simplifier et d'accélérer les projets, mais aussi de dégager 15 à 25 milliards d'euros pour investir massivement dans un grand plan d'aménagement et d'équipement.